

N° 6281²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2011-2012

PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

**portant application de la directive 2008/114/CE du Conseil du
8 décembre 2008 concernant le recensement et la désignation
des infrastructures critiques européennes ainsi que l'évalua-
tion de la nécessité d'améliorer leur protection**

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
<i>Prise de position du Gouvernement</i>	
1) Dépêche de la Ministre aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (3.2.2012).....	2
2) Texte du projet de règlement grand-ducal.....	2
3) Exposé des motifs	7
4) Commentaire des articles	9
5) Directive 2008/114/CE du Conseil du 8 décembre 2008 concernant le recensement et la désignation des infrastructures critiques européennes ainsi que l'évaluation de la nécessité d'améliorer leur protection.....	12
6) Tableau de concordance	20
7) Avis du Conseil d'Etat (31.1.2012)	20
8) Avis de la Chambre des Métiers (5.1.2012).....	22
9) Avis de la Chambre de Commerce (10.1.2012)	23

*

**DEPECHE DE LA MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT
AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

(3.2.2012)

Monsieur le Président,

A la demande de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'Etat, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe les avis du Conseil d'Etat, de la Chambre des Métiers et de la Chambre de Commerce sur le projet de règlement grand-ducal sous rubrique.

Je vous joins, à toutes fins utiles, le texte du projet de règlement grand-ducal (*préambule adapté par rapport à la version initiale*) avec son exposé des motifs, le commentaire des articles et le texte de la directive 2008/114/CE. L'avis de la Haute Corporation ne comporte pas d'observations qui auraient nécessité une modification du texte initial, qui vous a été transmis par ma lettre du 2 mai 2011.

Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'Etat aimerait relever que le Gouvernement tiendra compte de la recommandation du Conseil d'Etat de doter le Haut-Commissariat à la Protection nationale d'un statut légal. A l'heure actuelle, ce dernier fonctionne sur base du règlement grand-ducal du 25 octobre 1963 concernant l'organisation générale de la protection nationale. Le Gouvernement envisage de saisir le Conseil d'Etat et la Chambre des Députés dans les meilleurs délais d'un projet de loi relative à la Protection nationale qui vise, entre autres, à créer un soubassement légal pour le Haut-Commissariat à la Protection nationale.

Etant donné que le délai de transposition de la directive 2008/114/CE est venu à échéance en date du 12 janvier 2011 et que la Commission européenne a adressé le 24 novembre 2011 un avis motivé au Luxembourg pour non-transposition dans les délais de la directive, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'Etat, demande à la Conférence des Présidents de bien vouloir marquer son assentiment au projet de règlement grand-ducal élargé dans les meilleurs délais. Il a été indiqué à la Commission européenne que le texte de transposition serait mis en vigueur avant le 1er mars 2012.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*La Ministre aux Relations
avec le Parlement,*
Octavie MODERT

*

TEXTE DU PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière des transports;

Vu la directive 2008/114/CE du Conseil du 8 décembre 2008 concernant le recensement et la désignation des infrastructures critiques européennes ainsi que l'évaluation de la nécessité d'améliorer leur protection;

Vu les avis de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Conférence des présidents de la Chambre des députés;

Sur le rapport de Notre Premier Ministre, Ministre d'Etat, de Notre Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur et de Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1er.– *Objet*

Le règlement grand-ducal a pour objet d'établir une procédure de recensement et de désignation des infrastructures critiques européennes, ci-après dénommées „ICE“.

Art. 2.– *Champ d'application*

Le règlement grand-ducal s'applique aux secteurs de l'énergie et des transports avec leurs sous-secteurs respectifs définis à l'annexe I.

Art. 3.– *Définitions*

Aux fins du présent règlement grand-ducal, on entend par:

- a) „infrastructure critique“: un point, système ou partie de celui-ci, situé dans les Etats membres de l'Union européenne, qui est indispensable au maintien des fonctions vitales de la société, de la santé, de la sûreté, de la sécurité et du bien-être économique ou social des citoyens, et dont l'arrêt ou la destruction aurait un impact significatif dans un Etat membre du fait de la défaillance de ces fonctions;
- b) „infrastructure critique européenne“ ou „ICE“: une infrastructure critique située dans les Etats membres de l'Union européenne dont l'arrêt ou la destruction aurait un impact considérable sur deux Etats membres au moins. L'importance de cet impact est évaluée en termes de critères intersectoriels. Cela inclut les effets résultant des dépendances intersectorielles par rapport à d'autres types d'infrastructures;
- c) „analyse de risques“: examen des scénarios de menace pertinents destiné à évaluer les vulnérabilités d'infrastructures critiques et les impacts potentiels de leur arrêt ou destruction;
- d) „informations sensibles relatives à la protection des infrastructures critiques“: les informations sur une infrastructure critique qui, en cas de divulgation, pourraient être utilisées pour planifier et mettre en oeuvre des actions visant à provoquer l'arrêt ou la destruction d'installations d'infrastructures critiques;
- e) „protection“: l'ensemble des activités visant à garantir le bon fonctionnement, la continuité et l'intégrité d'une infrastructure critique afin de prévenir, d'atténuer ou de neutraliser une menace, un risque ou une vulnérabilité;
- f) „propriétaires ou opérateurs d'infrastructures critiques européennes“: les entités responsables des investissements relatifs à ou de la gestion quotidienne d'un point, d'un système ou d'une partie de celui-ci, désigné comme ICE;
- g) „critères intersectoriels“: le nombre de victimes (nombre potentiel de morts ou de blessés); l'incidence économique (ampleur des pertes économiques et/ou de la dégradation de produits ou de services, y compris l'incidence potentielle sur l'environnement); l'incidence sur la population (incidence sur la confiance de la population, souffrances physiques et perturbation de la vie quotidienne, y compris disparition de services essentiels). Les seuils des critères intersectoriels sont fondés sur la gravité de l'impact de l'arrêt ou de la destruction d'une infrastructure donnée;
- h) „critères sectoriels“: critères techniques ou fonctionnels qui tiennent compte des caractéristiques des différents secteurs.

Art. 4.– *Recensement et désignation des ICE*

(1) Sur le plan national, le Haut-Commissariat à la Protection nationale (HCPN), placé sous l'autorité du Premier Ministre, Ministre d'Etat, est l'autorité compétente et le point de contact en matière de protection des ICE. Dans l'accomplissement de cette fonction, le HCPN a pour missions, en collaboration avec les ministères, administrations et services ayant dans leurs attributions les secteurs définis à l'article 2:

- a) de coordonner les questions liées à la protection des ICE sur le plan national ainsi qu'avec les autres Etats membres et la Commission européenne;
- b) de procéder en permanence au recensement des ICE potentielles qui satisfont à la fois aux critères intersectoriels et sectoriels conformément à la procédure définie à l'annexe II et en prenant en considération les lignes directrices non contraignantes élaborées par la Commission européenne au

sujet de l'application des critères intersectoriels et sectoriels et des seuils à utiliser pour recenser des ICE;

- c) de soumettre toute modification de la liste des ICE potentielles au ministre en charge du secteur respectif pour avis;
- d) d'informer les points de contact des Etats membres susceptibles d'être affectés considérablement par une ICE potentielle de l'existence de cette infrastructure et des raisons de sa désignation en tant qu'ICE potentielle, et d'engager des discussions bilatérales ou multilatérales avec les autorités compétentes de ces Etats membres;
- e) de procéder à la désignation d'une ICE potentielle située sur le territoire national en tant qu'ICE, après accord, dans un premier temps, du ministre en charge du secteur respectif et, dans un deuxième temps, des Etats membres qui sont susceptibles d'être affectés considérablement par l'infrastructure;
- f) d'informer le propriétaire ou opérateur de l'infrastructure critique de la désignation de celle-ci comme ICE;
- g) d'informer une fois par an la Commission européenne du nombre d'ICE désignés comme telles par secteur et du nombre d'Etats membres concernés par chacune d'entre elles;
- h) de réaliser une évaluation de la menace pesant sur les sous-secteurs d'ICE dans un délai d'un an à compter de la désignation d'une infrastructure critique située sur le territoire national comme ICE au sein de ces sous-secteurs et de présenter à la Commission européenne tous les deux ans un rapport sur les types de vulnérabilités, de menaces et de risques rencontrés dans chacun des secteurs d'ICE comptant une ICE désignée comme telle et située sur le territoire national;
- i) de protéger la confidentialité des informations sensibles relatives à la désignation d'une ICE en conférant à ces informations un niveau de classification approprié.

(2) Lorsque des dispositions en matière de vérification ou de surveillance sont déjà applicables à une ICE, ces dispositions ne sont pas affectées par le présent article.

Art. 5.– Plans de sécurité d'opérateur

Le propriétaire ou opérateur d'une infrastructure classée comme ICE est tenu d'élaborer un plan de sécurité d'opérateur ou des mesures équivalentes suivant les dispositions de l'annexe III. Le plan de sécurité recense les mesures de sécurité appliquées ou en cours de mise en oeuvre pour la protection d'une ICE.

L'autorité compétente vérifie que chaque propriétaire ou opérateur d'une infrastructure classée comme ICE a mis en place un plan de sécurité d'opérateur ou des mesures équivalentes. Dans un délai d'un an à compter de la désignation de l'infrastructure critique comme ICE ou un autre délai approuvé par l'autorité compétente et notifié à la Commission européenne le plan de sécurité d'opérateur fait l'objet d'un réexamen. Le propriétaire ou opérateur d'une infrastructure classée comme ICE procède à une mise à jour régulière du plan de sécurité d'opérateur.

Dès lors que des mesures, y compris des mesures communautaires, qui, dans un secteur déterminé, exigent l'existence d'un PSO ou de plans équivalents sont respectées, toutes les obligations incombant aux propriétaires ou opérateurs d'une ICE prévues par le présent article sont également réputées respectées et aucune autre mesure d'exécution n'est nécessaire.

Art. 6.– Correspondants pour la sécurité

Le propriétaire ou opérateur d'une infrastructure classée comme ICE est tenu de désigner un correspondant pour la sécurité qui exerce la fonction de point de contact pour les questions liées à la sécurité de l'ICE avec l'autorité compétente.

L'autorité compétente vérifie que chaque infrastructure classée comme ICE s'est dotée d'un correspondant pour la sécurité ou d'une personne occupant un poste équivalent.

L'autorité compétente met en place un mécanisme de communication approprié avec le correspondant pour la sécurité ou la personne occupant un poste équivalent dans le but d'échanger des informations utiles concernant les risques et les menaces identifiés qui pèsent sur l'ICE concernée.

Dès lors que des mesures, y compris des mesures communautaires, qui, dans un secteur déterminé, exigent la présence d'un correspondant pour la sécurité ou d'un poste équivalent, sont respectées, toutes

les obligations incombant aux propriétaires ou opérateurs d'une ICE prévues par le présent article sont également réputées respectées et aucune autre mesure d'exécution n'est nécessaire.

Art. 7.– Exécution

Notre Premier Ministre, Ministre d'Etat, et Nos Ministres ayant dans leurs attributions l'Energie et les Transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Premier Ministre,
Ministre d'Etat,*

*Le Ministre de l'Economie
et du Commerce extérieur,*

*Le Ministre du Développement durable
et des Infrastructures,*

*

ANNEXE I

Liste des secteurs d'ICE

<i>Secteurs</i>	<i>Sous-secteurs</i>	
I. Energie	1. Electricité	Infrastructures et installations permettant la production et le transport d'électricité, en ce qui concerne la fourniture d'électricité
	2. Pétrole	Production pétrolière, raffinage, traitement, stockage et distribution par oléoducs
	3. Gaz	Production gazière, raffinage, traitement, stockage et distribution par gazoducs; Terminaux gaz naturel liquéfié
II. Transports	4. Transports par route 5. Transport ferroviaire 6. Transport aérien 7. Navigation intérieure 8. Transport hauturier et transport maritime à courte distance (cabotage) et ports	

*

ANNEXE II

Procédure applicable en ce qui concerne le recensement des infrastructures critiques pouvant être désignées en tant que ICE

Aux fins de recenser les ICE potentielles et de les désigner en tant que ICE par la suite, la procédure ci-après est appliquée par le Haut-Commissariat à la Protection nationale en concertation avec les départements ministériels sectoriellement compétents.

L'ICE potentielle qui ne satisfait pas aux exigences de l'une des étapes successives ci-après est considérée comme „non ICE“ et est exclue de la procédure. L'ICE potentielle qui répond aux définitions est soumise aux étapes consécutives suivantes de la présente procédure.

Etape 1

Appliquer les critères sectoriels afin d'opérer une première sélection parmi les infrastructures critiques existant au sein d'un secteur.

Etape 2

Appliquer la définition des infrastructures critiques visée à l'article 3, point a), à l'ICE potentielle recensée lors de l'étape 1.

La gravité de l'impact sera déterminée par application des méthodes nationales de recensement des infrastructures critiques ou sur la base des critères intersectoriels. En ce qui concerne les infrastructures qui offrent un service essentiel, il sera tenu compte de l'existence de solutions de remplacement ainsi que de la durée de l'arrêt/de la reprise d'activité.

Etape 3

Appliquer l'élément transfrontalier de la définition d'ICE visée à l'article 3, point b), à l'ICE potentielle qui a franchi les deux premières étapes de la procédure. Si l'ICE potentielle répond à la définition, elle est soumise à l'étape suivante de la procédure. En ce qui concerne les infrastructures qui offrent un service essentiel, il sera tenu compte de l'existence de solutions de remplacement ainsi que de la durée de l'arrêt/de la reprise d'activité.

Etape 4

Appliquer les critères intersectoriels aux ICE potentielles restantes. Les critères intersectoriels tiennent compte des éléments suivants: la gravité de l'impact et, pour les infrastructures qui offrent un service essentiel, l'existence de solutions de remplacement, ainsi que la durée de l'arrêt/de la reprise d'activité. Les ICE potentielles qui ne répondent pas aux critères intersectoriels ne seront pas considérées comme étant des ICE.

L'identification des ICE potentielles qui franchissent toutes les étapes de cette procédure n'est communiquée qu'aux Etats membres de l'Union européenne susceptibles d'être affectés considérablement par lesdites infrastructures.

ANNEXE III

Procédure d'élaboration du PSO ICE

Le PSO recense les points de l'infrastructure critique, ainsi que les mesures de sécurité appliquées ou en cours de mise en oeuvre pour leur protection. La procédure d'élaboration du PSO ICE comprendra au moins:

1. le recensement des points d'infrastructure importants;
2. la conduite d'une analyse de risques fondée sur les principaux scénarios de menace, les vulnérabilités de chaque point d'infrastructure et les impacts potentiels, et
3. l'identification, la sélection et la désignation par ordre de priorité des contre-mesures et des procédures en établissant une distinction entre:
 - les mesures de sécurité permanentes, qui précisent les investissements et les moyens nécessaires en matière de sûreté qui sont susceptibles d'être utilisés en toutes circonstances. Cette catégorie contiendra des informations relatives aux mesures générales, par exemple les mesures techniques (y compris l'installation de moyens de détection, de contrôle d'accès, de protection et de prévention), aux mesures de nature organisationnelle (y compris des procédures d'alerte et de gestion de crise), aux mesures de contrôle et de vérification; aux communications; à la sensibilisation et à la formation, ainsi qu'à la sécurité des systèmes d'information;
 - des mesures de sécurité graduées, qui peuvent être déclenchées en fonction de différents niveaux de menace.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de règlement grand-ducal se propose de transposer en droit national la directive 2008/114/CE du Conseil du 8 décembre 2008 concernant le recensement et la désignation des infrastructures critiques européennes (ICE) ainsi que l'évaluation de la nécessité d'améliorer leur protection.

Les objectifs de la directive en question sont, d'une part, l'instauration d'une procédure harmonisée de recensement et de désignation des infrastructures critiques européennes, c'est-à-dire des infrastructures qui sont certes situées dans un Etat membre mais dont l'arrêt ou la destruction aurait un impact considérable sur deux Etats membres au moins, et d'autre part, la définition d'une approche européenne commune pour évaluer la nécessité d'améliorer la protection de ces infrastructures.

Les infrastructures critiques peuvent subir des dommages, faire l'objet d'interruptions ou encore être détruites par des actes terroristes délibérés ou par des catastrophes naturelles, par négligence, accident ou piratage informatique, du fait d'activités criminelles ou d'actes de malveillance.

Il est essentiel de protéger les infrastructures critiques telles que les centrales et les réseaux électriques, les oléoducs, les aéroports et les gares ferroviaires. Or, ces infrastructures sont extrêmement interdépendantes, tant au niveau européen que mondial: le niveau de sécurité de chaque Etat dépend de la sécurité assurée par les autres Etats.

Toute interruption ou manipulation des infrastructures critiques devrait, dans toute la mesure du possible, être courte, exceptionnelle, relativement facile à gérer, géographiquement isolée et ne porter atteinte que dans une mesure très limitée au bien-être des Etats membres, de leurs citoyens et de l'Union européenne. De par la directive 2008/114/CE, l'Union européenne entend apporter une valeur ajoutée à la protection des infrastructures critiques en fixant des obligations en matière de recensement et de désignation des infrastructures critiques ayant un impact transfrontalier et des normes minimales de coopération entre les Etats membres concernés par une même infrastructure critique. Cette directive au niveau de l'Union européenne soutient les Etats membres dans leur démarche tout en respectant le principe de subsidiarité. La directive ne touche pas la responsabilité de chaque Etat membre en matière de protection des infrastructures critiques situées à l'intérieur de ses frontières nationales.

En juin 2004, le Conseil européen a demandé qu'une stratégie globale permettant de protéger les ICE soit élaborée. En réponse, la Commission européenne a adopté, en octobre 2004, une communication intitulée „Protection des infrastructures critiques dans le cadre de la lutte contre le terrorisme“,

dans laquelle elle a proposé des mesures en vue de renforcer la prévention, la préparation et la réponse de l'Union européenne face aux attaques terroristes contre des infrastructures critiques.

En novembre 2005, la Commission a adopté un Livre vert sur un Programme Européen de Protection des Infrastructures Critiques (EPCIP) qui prévoit d'inscrire ce programme dans un cadre composé de plusieurs éléments. Ce dernier a souligné la nécessité de mettre en place une procédure commune de recensement et de classement des ICE, cela afin d'améliorer leur protection.

En décembre 2005, le Conseil „Justice et affaires intérieures“ a demandé à la Commission de présenter une proposition de Programme Européen de Protection des Infrastructures Critiques (EPCIP) et a décidé que ce programme devait être fondé sur une approche tous risques, conjuguée avec la priorité donnée au risque terroriste. Cette approche tient ainsi compte des risques d'origine humaine, des menaces technologiques et des catastrophes naturelles dans le processus de la protection des infrastructures critiques, mais donne la priorité à la menace terroriste.

En juin 2008, le Conseil „Justice et affaires intérieures“ a dégagé un accord politique relatif à la directive concernant le recensement et la désignation des infrastructures critiques européennes ainsi que l'évaluation de la nécessité d'améliorer leur protection. Par la suite, la Commission et les Etats membres, ont convenu des lignes directrices relatives aux critères intersectoriels et sectoriels destinés à identifier les ICE.

La directive 2008/114/CE a été adoptée par le Conseil européen en date du 8 décembre 2008. Elle a été publiée au Journal officiel L 345 du 23 décembre 2008.

Cette directive se concentre sur le secteur de l'énergie et celui des transports. A cet égard, il convient de noter qu'elle ne constitue qu'une première étape d'une approche progressive visant à améliorer la protection des ICE. En effet, conformément à l'article 11 de la directive, celle-ci sera réexaminée à partir du 12 janvier 2012 en vue d'en évaluer les effets et d'apprécier la nécessité d'inclure d'autres secteurs dans son champ d'application, dont notamment le secteur des technologies de l'information et de la communication.

Chaque Etat membre de l'Union européenne devra recenser les ICE situées sur son territoire ainsi que celles qui se trouvent en dehors de son territoire et en informer les Etats membres susceptibles d'être affectés considérablement par ces infrastructures, de même que la Commission européenne.

Au Grand-Duché de Luxembourg, l'autorité nationale qui coordonne les questions liées à la protection des ICE est le Haut-Commissariat à la Protection nationale. Une étude réalisée par le Haut-Commissariat à la Protection nationale relative au recensement des ICE affectant le Luxembourg permet de conclure qu'en ce qui concerne les secteurs de l'énergie et des transports, aucune ICE potentielle satisfaisant à la fois aux critères intersectoriels et sectoriels mentionnés plus haut n'est située sur le territoire national.

Il s'en suit que, dans une première étape, la directive 2008/114/CE n'aura qu'un impact direct mineur pour notre pays, du moins jusqu'à ce qu'elle soit étendue à d'autres secteurs.

Finalement il convient de relever que l'impact financier pour l'Etat luxembourgeois occasionné par la directive en question se limitera a priori aux coûts salariaux du personnel de l'Etat chargé de veiller à son application. Les frais éventuellement engendrés par une planification et l'établissement d'expertise sont difficiles à définir tant qu'aucune ICE n'aura été recensée sur le territoire national.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Ad article 1er

Cet article définit l'objet du projet de règlement grand-ducal qui transpose dans l'ordre juridique interne la directive 2008/114/CE. Une procédure commune en vue du recensement et de la désignation des infrastructures critiques européennes devrait permettre de conduire, au niveau européen, à la mise en place d'une approche commune afin d'évaluer le besoin d'améliorer la protection des infrastructures critiques européennes.

Ad article 2

L'article 2 du projet de règlement grand-ducal fixe le champ d'application qui se limite aux secteurs de l'énergie et des transports. La liste des secteurs couverts par la réglementation pourra être élargie à d'autres secteurs, cela suite à un processus d'évaluation de la directive 2008/114/CE qui débutera dès le 12 janvier 2012. A cet égard, il convient de remarquer que l'article 3, paragraphe 3 de la directive, stipule qu'une priorité sera accordée au secteur des technologies de l'information et de la communication.

La liste des sous-secteurs d'ICE est définies à l'annexe I du projet de règlement grand-ducal qui reprend l'annexe I de la directive 2008/114/CE.

Ad article 3

L'article 3 du projet de règlement grand-ducal reprend les définitions qui figurent aux articles 2 et 3, paragraphe 2, de la directive 2008/114/CE.

La directive ne vise que le recensement et la désignation des infrastructures critiques européennes et ne concerne pas les infrastructures critiques purement nationales.

Une infrastructure critique située dans un des Etats membres de l'Union européenne devient une infrastructure critique européenne potentielle lorsque deux Etats membres au moins pourront être considérablement affectés par l'arrêt ou la destruction de l'infrastructure en question.

Les critères intersectoriels et sectoriels définis aux paragraphes g) et h) du présent article aident à identifier les infrastructures européennes potentiellement critiques dans le cadre de la procédure de recensement définie à l'annexe II du projet de règlement grand-ducal. Les critères intersectoriels visent l'impact potentiel d'un arrêt ou de la destruction d'une infrastructure sur la société alors que les critères sectoriels visent la nature de l'infrastructure.

Ad article 4

(1) L'article 3, paragraphe 1, du projet de règlement grand-ducal désigne le Haut-Commissariat à la Protection nationale, placé sous l'autorité du Premier Ministre, comme autorité nationale compétente, au sens de la directive 2008/114/CE dans le domaine des ICE. En outre, le Haut-Commissariat à la Protection nationale figure comme point de contact national dans ce domaine à l'égard des institutions et des autres Etats membres de l'Union européenne.

L'article énumère ensuite les missions qui sont accomplies par le Haut-Commissariat à la Protection nationale au niveau du recensement et de la désignation des ICE. Le Haut-Commissariat à la Protection nationale exerce ces missions en étroite collaboration avec les ministères, administrations et services ayant dans leurs attributions les secteurs de l'énergie et des transports.

Ad paragraphe 1.a)

Le Haut-Commissariat à la Protection nationale assume une fonction de coordination de l'ensemble des questions liées à la protection des ICE tant au niveau national qu'avec les Etats membres de l'Union européenne et les institutions communautaires.

Ad paragraphe 1.b)

Le Haut-Commissariat à la Protection nationale assure le recensement des ICE en étroite collaboration avec les ministères, administrations et services ayant dans leurs attributions les secteurs de l'énergie et des transports. Le recensement des ICE potentielles est à réaliser conformément à la procédure prévue à l'annexe II du projet de règlement grand-ducal qui reprend l'annexe III de la directive 2008/114/CE. Les lignes directrices relatives aux critères intersectoriels et sectoriels qui ont été

élaborées par la Commission européenne serviront de guide dans l'accomplissement de cette mission.

Ad paragraphe 1.c)

Eu égard aux spécificités des divers secteurs d'ICE, l'avis du Ministre ayant dans ses attributions le secteur respectif est demandé avant toute mise à jour de la liste des ICE potentielles.

Ad paragraphe 1.d)

En cas d'identification d'une infrastructure critique susceptible d'affecter considérablement un ou plusieurs Etats membres de l'Union européenne, le Haut-Commissariat à la Protection nationale informe le point de contact de l'Etat membre respectivement des Etats membres concernés. Ensuite, le Haut-Commissariat à la Protection nationale engage une consultation bi- respectivement multilatérale avec ces derniers.

Ad paragraphe 1.e)

Le Haut-Commissariat à la Protection nationale assure la désignation des ICE situées sur le territoire luxembourgeois. Cette désignation ne peut se faire qu'après accord, premièrement, du Ministre ayant dans ses attributions le secteur respectif, et deuxièmement, des Etats membres susceptibles d'être affectés par l'infrastructure en question.

Ad paragraphe 1.f)

Suite à la désignation d'une ICE sur base de la procédure consultative entre les Etats membres concernés, stipulée à l'article 4, paragraphe 2 de la directive 2008/114/CE, le Haut-Commissariat à la Protection nationale informe le propriétaire ou opérateur public ou privé de l'infrastructure située sur le territoire luxembourgeois de cette décision.

Ad paragraphe 1.g)

Cette disposition répond à l'article 4, paragraphe 4 de la directive 2008/114/CE, qui impose aux Etats membres d'informer la Commission européenne à intervalles réguliers du nombre d'ICE désignées sur le territoire d'un Etat membre.

Ad paragraphe 1.h)

Le Haut-Commissariat à la Protection nationale accorde une attention particulière à la confidentialité des informations sensibles relatives à la protection des ICE.

Ad paragraphe 1.i)

En cas de désignation d'une ICE située sur le territoire national, le Haut-Commissariat à la Protection nationale est tenu de réaliser une évaluation de la menace pesant sur le sous-secteur d'ICE en cause endéans un an. En outre, les risques et menaces identifiés dans chacun des secteurs d'ICE pour lesquels une infrastructure critique située sur le territoire national a été désignée comme ICE, sont à rapporter à la Commission européenne tous les deux ans.

Ad article 5

Le Haut-Commissariat à la Protection nationale veille à l'élaboration voire l'existence d'un plan de sécurité (PSO) ou de mesures équivalentes pour chaque ICE située sur le territoire national. L'annexe III du projet de règlement grand-ducal définit la procédure d'élaboration du PSO.

Le Haut-Commissariat à la Protection nationale veille au réexamen du PSO dans un délai d'un an à compter de la désignation de l'infrastructure en cause comme ICE, ou dans un autre délai notifié à la Commission européenne.

Ad article 6

Chaque propriétaire ou opérateur d'une infrastructure désignée comme ICE est tenue de nommer un correspondant pour la sécurité respectivement de créer un poste équivalent.

Afin d'assurer un échange d'information cohérent sur les risques auxquels une ICE peut être exposée, de même que sur les bonnes pratiques et méthodes en matière de protection des infrastructures

critiques, un mécanisme de communication approprié devra être mis en place entre le correspondant pour la sécurité, le ministère ayant dans ses attributions le secteur concerné et le Haut-Commissariat à la Protection nationale.

Ad article 7

L'exécution du projet de règlement grand-ducal en question relève de la responsabilité du Premier ministre, Ministre d'Etat, ainsi que des ministres ayant dans leurs attributions les secteurs de l'énergie et des transports.

*

DIRECTIVE 2008/114/CE DU CONSEIL

du 8 décembre 2008

concernant le recensement et la désignation des infrastructures critiques européennes ainsi que l'évaluation de la nécessité d'améliorer leur protection

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 308,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen ⁽¹⁾,vu l'avis de la Banque centrale européenne ⁽²⁾,

considérant ce qui suit:

- (1) En juin 2004, le Conseil européen a demandé qu'une stratégie globale de protection des infrastructures critiques soit élaborée. En réponse, la Commission a adopté, le 20 octobre 2004, une communication intitulée «Protection des infrastructures critiques dans le cadre de la lutte contre le terrorisme», dans laquelle elle a proposé des mesures en vue de renforcer la prévention, la préparation et la réponse de l'Union européenne face aux attaques terroristes contre des infrastructures critiques.
- (2) Le 17 novembre 2005, la Commission a adopté un *Livre vert sur un programme européen de protection des infrastructures critiques*, présentant différents scénarios pour la mise en place de ce programme et du réseau d'alerte concernant les infrastructures critiques. Les réponses à ce livre vert ont mis en exergue la valeur ajoutée d'un cadre communautaire en matière de protection des infrastructures critiques. La nécessité de renforcer la capacité de protection des infrastructures critiques en Europe et de réduire les vulnérabilités de ces infrastructures a été reconnue. L'importance des principes clés de subsidiarité, de proportionnalité et de complémentarité ainsi que du dialogue avec les acteurs concernés a été soulignée.
- (3) En décembre 2005, le Conseil «Justice et affaires intérieures» a demandé à la Commission de présenter une proposition de programme européen de protection des infrastructures critiques (EPCIP) et a décidé que ce programme devait être fondé sur une approche tous risques conjuguée avec la priorité donnée à la lutte contre la menace terroriste. Cette approche tient compte des risques d'origine humaine, des menaces technologiques et des catastrophes naturelles dans le processus de protection des infrastructures critiques, mais donne la priorité à la menace terroriste.
- (4) En avril 2007, le Conseil a adopté des conclusions sur l'EPCIP, dans lesquelles il souligne que c'est aux États membres qu'incombe en dernier ressort la gestion de dispositifs de protection des infrastructures critiques sur leur territoire national, tout en se félicitant des efforts déployés par la Commission en vue d'élaborer une procédure à l'échelle européenne aux fins du recensement et de la désignation des infrastructures critiques européennes (ICE) ainsi que de l'évaluation de la nécessité d'améliorer leur protection.
- (5) La présente directive constitue la première étape d'une approche progressive visant à recenser et désigner les ICE, ainsi qu'à évaluer la nécessité d'améliorer leur protection. Cette directive se concentre sur le secteur de l'énergie et sur celui des transports, et devrait être réexaminée en vue d'en évaluer les effets et d'apprécier la nécessité d'inclure d'autres secteurs dans son champ d'application, notamment le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC).
- (6) La responsabilité de la protection des infrastructures critiques européennes incombe essentiellement et en dernier ressort aux États membres et aux propriétaires/opérateurs de ces infrastructures.
- (7) Il existe un certain nombre d'infrastructures critiques dans la Communauté, dont l'arrêt ou la destruction aurait un impact transfrontalier significatif. Il pourrait s'agir d'effets intersectoriels transfrontaliers résultant des dépendances entre infrastructures interconnectées. Il convient de recenser ces ICE et de les désigner comme telles selon une procédure commune. L'évaluation des impératifs de sécurité concernant ces infrastructures devrait être effectuée selon des critères minimaux communs. Les programmes bilatéraux de coopération entre États membres dans le domaine de la protection des infrastructures critiques constituent un moyen bien établi et efficace de protéger les infrastructures critiques transfrontalières. L'EPCIP devrait s'appuyer sur cette forme de coopération. Les informations relatives à la désignation d'une infrastructure donnée comme ICE devraient recevoir un niveau de classification approprié, conformément à la législation communautaire et nationale applicable.

(1) Avis du Parlement européen du 10 juillet 2007 (non encore paru au Journal officiel).

(2) JO C 116 du 26.5.2007, p. 1.

- (8) Dans la mesure où différents secteurs possèdent une expérience, une expertise et des exigences particulières en matière de protection des infrastructures critiques, il convient d'élaborer et de mettre en œuvre une approche communautaire dans ce domaine, en tenant compte des spécificités et des mesures sectorielles existantes, notamment celles en vigueur au niveau communautaire, national ou régional, y compris où il existe déjà des accords transfrontaliers d'assistance mutuelle entre propriétaires/opérateurs d'infrastructures critiques. Compte tenu du rôle très important joué par le secteur privé dans la surveillance et la gestion des risques, la planification de la continuité de l'exploitation et la reprise d'activité après une catastrophe, l'approche communautaire doit encourager une participation pleine et entière de ce secteur.
- (9) En ce qui concerne le secteur de l'énergie, et plus particulièrement les procédés de production et de transport de l'électricité (en ce qui concerne la fourniture d'électricité), il est entendu que, lorsque cela est jugé nécessaire, la production d'électricité peut englober les éléments des centrales nucléaires servant au transport de l'électricité, tout en excluant les éléments strictement nucléaires, qui relèvent de la réglementation pertinente en matière nucléaire, notamment les traités et le droit communautaire.
- (10) La présente directive complète les mesures sectorielles existant au niveau communautaire et dans les États membres. Dans les cas où des mécanismes communautaires sont déjà en place, ils devraient continuer à être utilisés et ainsi à contribuer à la mise en œuvre globale de la présente directive. Il y a lieu d'éviter les doubles emplois, voire les contradictions, entre différents actes ou différentes dispositions.
- (11) Toutes les ICE désignées comme telles devraient être dotées de plans de sécurité d'opérateurs (PSO) ou de mesures équivalentes comportant un recensement des points importants, une évaluation des risques, ainsi que l'identification, la sélection et le classement par ordre de priorité des contre-mesures et des procédures. Afin d'éviter des travaux inutiles ou les doubles emplois, chaque État membre devrait en premier lieu établir si les propriétaires/opérateurs d'ICE désignées comme telles disposent de PSO ou de mesures similaires. En l'absence de tels plans, chaque État membre devrait prendre les dispositions nécessaires afin que des mesures appropriées soient prévues. Il appartient à chaque État membre de décider de la forme d'action la plus opportune en ce qui concerne l'établissement de PSO.
- (12) Les mesures, principes et orientations, y compris des mesures communautaires, ainsi que les programmes de coopération bilatéraux et/ou multilatéraux qui prévoient un plan similaire ou équivalent à un PSO ou la présence d'un correspondant pour la sécurité ou d'une personne ayant une fonction équivalente, devraient être réputés satisfaire aux obligations imposées par la présente directive en ce qui concerne respectivement le PSO ou la présence d'un correspondant pour la sécurité.
- (13) Des correspondants pour la sécurité devraient être désignés pour chaque ICE désignée comme telle afin de faciliter la coopération et la communication avec les autorités nationales compétentes en matière de protection des infrastructures critiques. Afin d'éviter des travaux inutiles ou les doubles emplois, chaque État membre devrait en premier lieu établir si les propriétaires/opérateurs d'ICE désignées comme telles disposent déjà d'un correspondant pour la sécurité ou d'un équivalent. En l'absence d'un correspondant, chaque État membre devrait prendre les dispositions nécessaires afin que des mesures appropriées soient prévues. Il appartient à chaque État membre de décider de la forme d'action la plus opportune en ce qui concerne la désignation de correspondants pour la sécurité.
- (14) Une détermination efficace des risques, des menaces et des vulnérabilités dans les différents secteurs exige une communication à la fois entre les propriétaires ou opérateurs d'ICE et les États membres, et entre les États membres et la Commission. Chaque État membre devrait recueillir des informations sur les ICE qui se trouvent sur son territoire. La Commission devrait recevoir des informations génériques des États membres sur les risques, menaces et vulnérabilités qui existent dans les secteurs où ont été recensées des ICE, y compris, le cas échéant, des informations sur les améliorations pouvant éventuellement être apportées aux ICE et les éventuelles dépendances intersectorielles, qui pourraient au besoin servir de base à l'élaboration de propositions spécifiques de la Commission en vue d'améliorer la protection des ICE.
- (15) Afin de faciliter l'amélioration de la protection des ICE, des méthodes communes de recensement et de désignation des risques, menaces et vulnérabilités touchant les points d'infrastructure peuvent être définies.
- (16) Il y a lieu de donner aux propriétaires/opérateurs d'ICE accès, principalement par l'intermédiaire des autorités compétentes des États membres, aux bonnes pratiques et méthodes en matière de protection des infrastructures critiques.
- (17) Une protection efficace des ICE exige une communication, une coordination et une coopération au niveau national et au niveau communautaire. Le meilleur moyen d'y parvenir consiste à désigner des points de contact pour la protection des infrastructures critiques européennes (ci-après dénommés «points de contact PICE»), dans chaque État membre, chargés de coordonner les questions européennes liées à la protection de ces infrastructures au niveau national, ainsi qu'avec les autres États membres et la Commission.

- (18) Afin de développer les mesures de protection des infrastructures critiques européennes dans les domaines qui requièrent un certain degré de confidentialité, il convient de veiller à ce qu'un échange d'informations cohérent et sûr s'effectue dans le cadre de la présente directive. Il est important que les règles de confidentialité prévues par le droit national applicable ou le règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission ⁽¹⁾ soient appliquées aux informations spécifiques sur des points d'infrastructure critique qui pourraient être utilisées pour planifier et mettre en œuvre des actions visant à entraîner des conséquences inacceptables pour les installations concernées. Les informations classifiées devraient être protégées conformément à la législation communautaire et nationale applicable. Chaque État membre et la Commission devraient respecter la classification de sécurité attribuée à un document par son émetteur.
- (19) Le partage des informations sur les ICE devrait s'effectuer dans un climat de confiance et de sécurité. Le partage des informations exige en effet une relation de confiance dans laquelle les entreprises et organisations savent que leurs données sensibles et confidentielles seront suffisamment protégées.
- (20) Étant donné que les objectifs de la présente directive, à savoir l'instauration d'une procédure de recensement et de désignation des ICE et la définition d'une approche commune pour évaluer la nécessité d'améliorer la protection de ces infrastructures, ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les États membres et peuvent donc, en raison des dimensions de l'action, être mieux réalisés au niveau communautaire, la Communauté peut prendre des mesures, conformément au principe de subsidiarité consacré à l'article 5 du traité. Conformément au principe de proportionnalité tel qu'énoncé audit article, la présente directive n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre ces objectifs.
- (21) La présente directive respecte les droits fondamentaux et observe les principes reconnus notamment par la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

Article premier

Objet

La présente directive établit une procédure de recensement et de désignation des infrastructures critiques européennes, ci-après

⁽¹⁾ JO L 145 du 31.5.2001, p. 43.

dénommées «ICE», ainsi qu'une approche commune pour évaluer la nécessité d'améliorer leur protection, afin de contribuer à la protection des personnes.

Article 2

Définitions

Aux fins de la présente directive, on entend par:

- a) «infrastructure critique»: un point, système ou partie de celui-ci, situé dans les États membres, qui est indispensable au maintien des fonctions vitales de la société, de la santé, de la sûreté, de la sécurité et du bien-être économique ou social des citoyens, et dont l'arrêt ou la destruction aurait un impact significatif dans un État membre du fait de la défaillance de ces fonctions;
- b) «infrastructure critique européenne» ou «ICE»: une infrastructure critique située dans les États membres dont l'arrêt ou la destruction aurait un impact considérable sur deux États membres au moins. L'importance de cet impact est évaluée en termes de critères intersectoriels. Cela inclut les effets résultant des dépendances intersectorielles par rapport à d'autres types d'infrastructures;
- c) «analyse de risques»: examen des scénarios de menace pertinents destiné à évaluer les vulnérabilités d'infrastructures critiques et les impacts potentiels de leur arrêt ou destruction;
- d) «informations sensibles relatives à la protection des infrastructures critiques»: les informations sur une infrastructure critique qui, en cas de divulgation, pourraient être utilisées pour planifier et mettre en œuvre des actions visant à provoquer l'arrêt ou la destruction d'installations d'infrastructures critiques;
- e) «protection»: l'ensemble des activités visant à garantir le bon fonctionnement, la continuité et l'intégrité d'une infrastructure critique afin de prévenir, d'atténuer ou de neutraliser une menace, un risque ou une vulnérabilité;
- f) «propriétaires/opérateurs d'ICE»: les entités responsables des investissements relatifs à / de la gestion quotidienne d'un point, d'un système ou d'une partie de celui-ci, désigné comme ICE en vertu de la présente directive.

Article 3

Recensement des ICE

1. Conformément à la procédure prévue à l'annexe III, chaque État membre recense les ICE potentielles qui satisfont à la fois aux critères intersectoriels et sectoriels et qui répondent aux définitions énoncées à l'article 2, points a) et b).

La Commission peut, à leur demande, aider les États membres à recenser les ICE potentielles.

La Commission peut attirer l'attention des États membres concernés sur l'existence d'infrastructures critiques potentielles dont on pourrait considérer qu'elles satisfont aux critères pour être désignées comme ICE.

Il appartiendra à chaque État membre et à la Commission de poursuivre en permanence le recensement des ICE potentielles.

2. Les critères intersectoriels visés au paragraphe 1^{er} sont notamment les suivants:

- a) le nombre de victimes (nombre potentiel de morts ou de blessés);
- b) l'incidence économique (ampleur des pertes économiques et/ou de la dégradation de produits ou de services, y compris l'incidence potentielle sur l'environnement);
- c) incidence sur la population (incidence sur la confiance de la population, souffrances physiques et perturbation de la vie quotidienne, y compris disparition de services essentiels).

Les seuils des critères intersectoriels sont fondés sur la gravité de l'impact de l'arrêt ou de la destruction d'une infrastructure donnée. Les seuils précis applicables aux critères intersectoriels sont établis au cas par cas par les États membres concernés par une infrastructure critique donnée. Chaque État membre notifie chaque année à la Commission le nombre d'infrastructures par secteur pour lesquelles les seuils relatifs aux critères intersectoriels ont fait l'objet de discussions.

Les critères sectoriels tiennent compte des caractéristiques des différents secteurs d'ICE.

La Commission élabore, avec les États membres, des lignes directrices concernant l'application des critères intersectoriels et sectoriels et des seuils approximatifs à utiliser pour recenser les ICE. Ces critères font l'objet d'une classification. L'utilisation de telles lignes directrices est laissée à l'appréciation des États membres.

3. Les secteurs retenus pour la mise en œuvre de la présente directive sont ceux de l'énergie et des transports. Les sous-secteurs sont répertoriés à l'annexe I.

À l'occasion du réexamen de la présente directive prévu à l'article 11, de nouveaux secteurs peuvent, si cela s'avère opportun, être retenus pour la mise en œuvre de la présente directive. Il y a lieu d'accorder la priorité au secteur TIC.

Article 4

Désignation des ICE

1. Chaque État membre informe les autres États membres susceptibles d'être affectés considérablement par une ICE potentielle de l'existence de cette infrastructure et des raisons de sa désignation en tant qu'ICE potentielle.

2. Chaque État membre sur le territoire duquel est située une ICE potentielle engage des discussions bilatérales et/ou multilatérales avec les États membres susceptibles d'être affectés considérablement par ladite ICE potentielle. La Commission peut prendre part à ces discussions mais elle n'aura pas accès aux informations précises qui permettraient d'identifier sans équivoque une infrastructure déterminée.

Un État membre qui a des raisons de croire qu'il pourrait être affecté considérablement par une ICE potentielle mais qui n'a pas été identifiée comme telle par l'État membre sur le territoire duquel cette infrastructure est située peut faire part à la Commission de son souhait d'engager des discussions bilatérales et/ou multilatérales sur ce sujet. La Commission communique sans tarder ce souhait à l'État membre sur le territoire duquel l'ICE potentielle est située et œuvre pour faciliter un accord entre les parties.

3. L'État membre sur le territoire duquel se situe une ICE potentielle la désigne en tant qu'ICE après accord entre cet État membre et les États membres qui sont susceptibles d'être affectés considérablement par l'infrastructure.

L'accord de l'État membre sur le territoire duquel se situe l'infrastructure à désigner comme ICE est requis.

4. L'État membre sur le territoire duquel se situe une ICE désignée comme telle informe chaque année la Commission du nombre d'ICE désignées comme telles par secteur et du nombre d'États membres concernés par chacune d'entre elles. Seuls les États membres qui sont susceptibles d'être affectés considérablement par une ICE sont en possession des informations permettant de l'identifier.

5. L'État membre sur le territoire duquel l'ICE est située informe le propriétaire/opérateur de l'infrastructure de la désignation de celle-ci comme ICE. Les informations relatives à la désignation d'une infrastructure comme ICE reçoivent un niveau de classification approprié.

6. Le processus de recensement et de désignation des ICE en application de l'article 3 et du présent article est mené à terme au plus tard le 12 janvier 2011 et fait l'objet d'un réexamen régulier.

Article 5

Plans de sécurité d'opérateur

1. La procédure d'élaboration du plan de sécurité d'opérateur, ci-après dénommé «PSO», recense les différents points de l'ICE, ainsi que les mesures de sécurité appliquées ou en cours de mise en œuvre pour leur protection. Le contenu minimum d'un PSO ICE est exposé à l'annexe II.

2. Chaque État membre apprécie si chaque infrastructure classée comme ICE établie sur son territoire est dotée d'un PSO ou a mis en place des mesures équivalentes répondant aux points figurant à l'annexe II. Si un État membre estime qu'un PSO ou une mesure équivalente existe et est mis à jour régulièrement, aucune autre mesure d'exécution n'est nécessaire.

3. Si un État membre constate qu'un PSO ou une mesure équivalente n'a pas été élaboré, il prend toutes les dispositions qu'il juge appropriées pour que soit établi un tel PSO ou un plan équivalent répondant aux points figurant à l'annexe II.

Chaque État membre s'assure qu'un PSO ou une mesure équivalente est établi et que, dans un délai d'un an à compter de la désignation de l'infrastructure critique comme ICE, il fait l'objet d'un réexamen. Ce délai peut être prorogé dans des circonstances exceptionnelles, avec l'accord de l'autorité compétente de l'État membre et avec notification à la Commission.

4. Lorsque des dispositions en matière de vérification ou de surveillance sont déjà applicables à une ICE, ces dispositions ne sont pas affectées par le présent article, et la surveillance prévue par ces dispositions est assurée par l'autorité compétente de l'État membre visée au présent article.

5. Dès lors que des mesures, y compris des mesures communautaires, qui, dans un secteur déterminé, exigent un plan similaire ou équivalent à un PSO et le contrôle de ce plan par l'autorité compétente, ou font référence à la nécessité de disposer d'un tel plan et d'exercer un tel contrôle, sont respectées, toutes les obligations incombant aux États membres en vertu du présent article ou adoptées en application de celui-ci, sont également réputées respectées. Les lignes directrices relatives à la mise en œuvre visées à l'article 3, paragraphe 2, comportent une liste indicative de ces mesures.

Article 6

Correspondants pour la sécurité

1. Le correspondant pour la sécurité exerce la fonction de point de contact pour les questions liées à la sécurité entre le

propriétaire/opérateur de l'ICE et l'autorité compétente de l'État membre.

2. Chaque État membre apprécie si chaque infrastructure classée comme ICE établie sur son territoire est dotée d'un correspondant pour la sécurité ou d'un équivalent. Si un État membre constate qu'un tel correspondant pour la sécurité est en place ou qu'une fonction équivalente existe, aucune autre mesure d'exécution n'est nécessaire.

3. Si un État membre constate que, pour une ICE désignée comme telle, il n'y a pas de correspondant pour la sécurité ou d'équivalent, il prend toutes les dispositions qu'il juge appropriées pour qu'un tel correspondant ou personne exerçant une fonction équivalente soit désigné.

4. Chaque État membre met en œuvre un mécanisme de communication approprié entre l'autorité compétente de l'État membre et le correspondant pour la sécurité ou la personne occupant un poste équivalent, dans le but d'échanger les informations utiles concernant les risques et les menaces identifiés qui pèsent sur l'ICE concernée. Ce mécanisme de communication s'exerce sans préjudice des obligations nationales applicables en matière d'accès aux informations sensibles et classifiées.

5. Dès lors que des mesures, y compris des mesures communautaires, qui, dans un secteur déterminé, exigent la présence d'un correspondant pour la sécurité ou d'un poste équivalent, ou font référence à la nécessité d'une telle présence, sont respectées, toutes les obligations incombant aux États membres en vertu du présent article ou adoptées en application de celui-ci, sont également réputées respectées. Les lignes directrices relatives à la mise en œuvre, visées à l'article 3, paragraphe 2, comportent une liste indicative de ces mesures.

Article 7

Rapports

1. Chaque État membre réalise une évaluation de la menace pesant sur les sous-secteurs d'ICE dans un délai d'un an à compter de la désignation d'une infrastructure critique située sur son territoire comme ICE au sein de ces sous-secteurs.

2. Chaque État membre présente à la Commission, tous les deux ans, des données génériques synthétisées sur les types de risques, menaces et vulnérabilités rencontrés dans chacun des secteurs d'ICE comptant une ICE désignée comme telle, conformément à l'article 4, et située sur son territoire.

Un modèle commun de rapport peut être élaboré par la Commission, en coopération avec les États membres.

Chaque rapport reçoit le niveau de classification jugé nécessaire par l'État membre qui l'a émis.

3. Sur la base du rapport visé au paragraphe 2, la Commission et les États membres apprécient secteur par secteur s'il y a lieu d'envisager des mesures de protection supplémentaires au niveau communautaire pour les infrastructures critiques européennes. Ce processus d'évaluation se déroule à l'occasion du réexamen de la présente directive prévu à l'article 11.

4. Des lignes directrices communes pour les méthodes d'analyse des risques touchant les ICE peuvent être élaborées par la Commission, en coopération avec les États membres. L'utilisation de telles lignes directrices est laissée à l'appréciation des États membres.

Article 8

Soutien de la Commission aux ICE

La Commission soutient, par l'intermédiaire de l'autorité compétente de l'État membre, les propriétaires ou opérateurs d'ICE désignées comme telles en leur donnant accès aux bonnes pratiques et méthodes existantes ainsi qu'en facilitant la formation et l'échange d'informations sur les nouvelles évolutions techniques liées à la protection des infrastructures critiques.

Article 9

Informations sensibles relatives à la protection des infrastructures critiques européennes

1. Toute personne traitant des informations classifiées en application de la présente directive pour le compte d'un État membre ou de la Commission est soumise à une enquête de sûreté adéquate.

Les États membres, la Commission et les instances de surveillance compétentes veillent à ce que les informations sensibles relatives à la protection des infrastructures critiques européennes communiquées à d'autres États membres ou à la Commission ne soient pas utilisées à d'autres fins que la protection de ces infrastructures.

2. Le présent article s'applique aussi aux informations échangées oralement durant les réunions au cours desquelles des questions sensibles sont examinées.

Article 10

Points de contact pour la protection des infrastructures critiques européennes

1. Chaque État membre désigne un point de contact pour la protection des infrastructures critiques européennes (ci-après dénommé «point de contact PICE»).

2. Ce point de contact PICE coordonne les questions liées à la protection des infrastructures critiques européennes tant à l'intérieur de l'État membre qu'avec les autres États membres et la Commission. La désignation d'un point de contact PICE ne fait pas obstacle à ce que d'autres autorités d'un État membre soient associées aux questions relatives à la protection des infrastructures critiques européennes.

Article 11

Réexamen

Un réexamen de la présente directive commencera le 12 janvier 2012.

Article 12

Mise en œuvre

Les États membres adoptent les dispositions nécessaires pour se conformer à la présente directive au plus tard le 12 janvier 2011. Ils en informent immédiatement la Commission et lui communiquent le texte de ces dispositions ainsi qu'un tableau de correspondance entre celles-ci et la présente directive.

Lorsque les États membres adoptent ces dispositions, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Les modalités de cette référence sont arrêtées par les États membres.

Article 13

Entrée en vigueur

La présente directive entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Article 14

Destinataires

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Bruxelles, le 8 décembre 2008.

Par le Conseil

Le président

B. KOUCHNER

ANNEXE I

Liste des secteurs d'ICE

Secteur	Sous-secteurs	
I Énergie	1. Électricité	Infrastructures et installations permettant la production et le transport d'électricité, en ce qui concerne la fourniture d'électricité
	2. Pétrole	Production pétrolière, raffinage, traitement, stockage et distribution par oléoducs
	3. Gaz	Production gazière, raffinage, traitement, stockage et distribution par gazoducs Terminaux GNL
II Transports	4. Transports par route 5. Transport ferroviaire 6. Transport aérien 7. Navigation intérieure 8. Transport hauturier et transport maritime à courte distance (cabotage) et ports	

Le recensement des infrastructures critiques pouvant être désignées comme ICE est effectué par les États membres conformément à l'article 3. Par conséquent, la liste des secteurs d'infrastructures ne génère pas en soi une obligation générale de désigner une ICE dans chaque secteur.

ANNEXE II

PROCÉDURE D'ÉLABORATION DU PSO ICE

Le PSO recense les points de l'infrastructure critique, ainsi que les mesures de sécurité appliquées ou en cours de mise en œuvre pour leur protection. La procédure d'élaboration du PSO ICE comprendra au moins:

1. le recensement des points d'infrastructure importants;
2. la conduite d'une analyse de risques fondée sur les principaux scénarios de menace, les vulnérabilités de chaque point d'infrastructure et les impacts potentiels, et
3. l'identification, la sélection et la désignation par ordre de priorité des contre-mesures et des procédures en établissant une distinction entre:
 - les mesures de sécurité permanentes, qui précisent les investissements et les moyens nécessaires en matière de sûreté qui sont susceptibles d'être utilisés en toutes circonstances. Cette catégorie contiendra des informations relatives aux mesures générales, par exemple les mesures techniques (y compris l'installation de moyens de détection, de contrôle d'accès, de protection et de prévention), aux mesures de nature organisationnelle (y compris des procédures d'alerte et de gestion de crise), aux mesures de contrôle et de vérification; aux communications; à la sensibilisation et à la formation, ainsi qu'à la sécurité des systèmes d'information;
 - des mesures de sécurité graduées, qui peuvent être déclenchées en fonction de différents niveaux de menace.

Procédure applicable en ce qui concerne le recensement par les États membres des infrastructures critiques pouvant être désignées parmi les ICE au titre de l'article 3

L'article 3 exige que chaque État membre recense les infrastructures critiques pouvant être désignées comme ICE. Cette procédure est mise en œuvre par chaque État membre en respectant la série d'étapes consécutives reprises ci-après.

L'ICE potentielle qui ne satisfait pas aux exigences de l'une des étapes successives ci-après est considérée comme «non ICE» et est exclue de la procédure. L'ICE potentielle qui répond aux définitions est soumise aux étapes suivantes de la présente procédure.

Étape 1

Chaque État membre applique les critères sectoriels afin d'opérer une première sélection parmi les infrastructures critiques existant au sein d'un secteur.

Étape 2

Chaque État membre applique la définition des infrastructures critiques visée à l'article 2, point a), à l'ICE potentielle recensée lors de l'étape 1.

La gravité de l'impact sera déterminée par application des méthodes nationales de recensement des infrastructures critiques ou sur la base des critères intersectoriels, à l'échelon national approprié. En ce qui concerne les infrastructures qui offrent un service essentiel, il sera tenu compte de l'existence de solutions de remplacement ainsi que de la durée de l'arrêt/de la reprise d'activité.

Étape 3

Chaque État membre applique l'élément transfrontalier de la définition d'ICE visée à l'article 2, point b), à l'ICE potentielle qui a franchi les deux premières étapes de la procédure. Si l'ICE potentielle répond à la définition, elle est soumise à l'étape suivante de la procédure. En ce qui concerne les infrastructures qui offrent un service essentiel, il sera tenu compte de l'existence de solutions de remplacement ainsi que de la durée de l'arrêt/de la reprise d'activité.

Étape 4

Chaque État membre applique les critères intersectoriels aux ICE potentielles restantes. Les critères intersectoriels tiennent compte des éléments suivants: la gravité de l'impact et, pour les infrastructures qui offrent un service essentiel, l'existence de solutions de remplacement, ainsi que la durée de l'arrêt/de la reprise d'activité. Les ICE potentielles qui ne répondent pas aux critères intersectoriels ne seront pas considérées comme étant des ICE.

L'identification des ICE potentielles qui franchissent toutes les étapes de cette procédure n'est communiquée qu'aux États membres susceptibles d'être affectés considérablement par lesdites infrastructures.

TABLEAU DE CONCORDANCE

<i>Directive</i>	<i>Projet de règlement grand-ducal</i>
Article 1	Article 1
Article 2	Article 3
Article 3.1	Article 4 paragraphe (1) b)
Article 3.2	Article 3 g) et h)
Article 3.3	Article 2
Article 4.1	Article 4 paragraphe (1) a) et d)
Article 4.2	Article 4 paragraphe (1) d)
Article 4.3	Article 4 paragraphe (1) e)
Article 4.4	Article 4 paragraphe (1) g)
Article 4.5	Article 4 paragraphe (1) f)
Article 5.1, 5.2 et 5.3	Article 5
Article 5.4	Article (2)
Article 6	Article 6
Article 7	Article 4 paragraphe (1) h)
Article 9	Article 4 paragraphe (1) i)
Article 10	Article 4 paragraphe (1) a)

*

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(31.1.2012)

Par dépêche du 2 mai 2011, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal repris sous rubrique, qu'il a élaboré. Le texte du projet était accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles ainsi que du texte de la directive 2008/114/CE du Conseil du 8 décembre 2008 concernant le recensement et la désignation des infrastructures critiques européennes ainsi que l'évaluation de la nécessité d'améliorer leur protection. A la demande du Conseil d'Etat en date du 19 mai 2011, un tableau de concordance entre la directive à transposer et le projet de règlement grand-ducal lui a été transmis par dépêche du 10 juin 2011.

La lettre de saisine a insisté sur un traitement prioritaire du projet „étant donné que le délai de transposition de la directive précitée est venu à échéance en date du 12 janvier 2011 et que le Luxembourg fait l'objet d'une procédure en manquement pour non-transposition“.

En date du 14 décembre 2011, le Conseil d'Etat a eu un échange de vues avec un groupe d'experts délégué par le Premier Ministre, Ministre d'Etat, sur le contenu du projet de règlement sous avis.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Dans le cadre d'une démarche européenne entamée en 2004, les autorités de l'Union européenne visent à mettre en place un programme européen de protection des infrastructures critiques afin de renforcer la capacité de protection de ces infrastructures. La directive 2008/114/CE du Conseil du 8 décembre 2008, susmentionnée, concernant le recensement et la désignation des infrastructures critiques européennes ainsi que l'évaluation de la nécessité d'améliorer leur protection, constitue une première étape dans cette approche, qui tiendra compte des risques d'origine humaine, des menaces technologiques, des catastrophes naturelles et prioritairement de la menace terroriste. Actuellement, la directive porte sur les secteurs des transports et de l'énergie. Toutefois, les autorités européennes en envisagent une extension à d'autres domaines.

Le caractère critique d'une installation s'apprécie au regard du nombre potentiel des victimes (morts et blessés), de l'incidence économique (ampleur des pertes économiques ou de la dégradation des produits ou services, y compris l'incidence potentielle sur l'environnement), de l'incidence sur la population (incidence sur la confiance de la population, souffrances physiques et perturbations de la vie quotidienne, y compris la disparition des services essentiels). La directive à transposer se limite aux infrastructures critiques européennes, c'est-à-dire des infrastructures dont l'absence ou la perturbation du fonctionnement normal suite à un arrêt ou une destruction auraient un effet considérable sur deux Etats membres aux moins, soit en principe l'Etat d'implantation ainsi qu'un autre Etat de l'Union, probablement voisin du premier.

Aux termes de la directive, chaque Etat membre est obligé de recenser les infrastructures critiques européennes (ICE). La définition que la directive donne des ICE montre que les Etats membres doivent en fait d'abord procéder au recensement des infrastructures critiques sur leur territoire et déterminer ensuite si leur arrêt ou leur destruction aurait un impact considérable sur deux Etats membres au moins.

Il ne s'agit donc pas d'apprécier l'impact causé par la destruction éventuelle de l'infrastructure, mais celui engendré par la perturbation, voire l'arrêt de fonctionnement de celle-ci. Il faudra ensuite que ce non-fonctionnement ait un impact considérable au-delà des frontières pour au moins un Etat membre, dans l'hypothèse où l'Etat membre, sur le territoire duquel l'infrastructure est située, est lui-même touché considérablement par la défaillance de l'ICE.

Il résulte de l'exposé des motifs ainsi que des déclarations des experts gouvernementaux formulées lors de l'entrevue précitée du 14 décembre 2011, que l'étude menée par le Haut-Commissariat à la Protection nationale révèle qu'aucune ICE n'existe sur le territoire national en ce qui concerne les secteurs de l'énergie et des transports, qui sont les seuls visés par la directive qu'il s'agit de transposer. La transposition effectuée par le projet de règlement grand-ducal constitue donc un exercice purement formel sans impact pratique.

D'après le projet, le Haut-Commissariat à la Protection nationale est l'autorité compétente. Or, en l'absence d'un statut légal de cet organe, le Conseil d'Etat éprouve de sérieuses difficultés pour admettre que le Haut-Commissariat dispose des compétences légales comportant l'autorité juridique nécessaire pour donner plein effet aux obligations résultant de la directive à transposer. Le Conseil d'Etat renvoie à ce sujet à son avis du 22 novembre 2011 (projet de loi portant sur le Mémoire d'accord concernant la coopération dans le domaine de la gestion des crises pouvant avoir des conséquences transfrontalières entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg, signé à Luxembourg, le 1er juin 2006; doc. parl. n° 6335) dans lequel il faisait état du fait que le Haut-Commissariat à la Protection nationale bénéficie de plus en plus de compétences, sans que pour autant son statut juridique soit précisé et que son cadre du personnel soit défini.

Compte tenu du fait que la directive à transposer ne constitue qu'une première étape, et qu'elle doit être étendue progressivement à d'autres secteurs, notamment ceux des technologies de l'information et de la communication, le Conseil d'Etat recommande au Gouvernement d'accorder un haut rang de priorité à l'élaboration du projet de loi sur le Haut-Commissariat à la Protection nationale.

En attendant la mise en place d'un cadre légal propre au Haut-Commissariat à la Protection nationale, le projet de règlement soumis est pris en application de la loi du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports. Le Conseil d'Etat relève que l'article 1er de cette loi prévoit la consultation des chambres professionnelles concernées. Comme il ne ressort pas du dossier soumis au Conseil d'Etat que les avis des chambres professionnelles aient été demandés en l'occurrence dans leurs avis, le règlement risque *ab initio* la sanction prévue à l'article 95 de la Constitution.

EXAMEN DES ARTICLES

Pour ce qui est plus particulièrement de l'article 4, le Conseil d'Etat, renvoyant à ce qu'il a relevé plus haut, estime que le Haut-Commissariat à la Protection nationale ne dispose pas d'une personnalité juridique qui permettrait d'en faire l'autorité compétente au sens de l'article 6 de la directive à transposer. Dans l'attente de l'entrée en vigueur de la loi sur le Haut-Commissariat à la Protection nationale, ce sera donc le ministre dont relève celui-ci, à savoir le Premier Ministre, Ministre d'Etat, auquel il faudra confier ce rôle, quitte à ce que celui-ci confie au Haut-Commissaire à la Protection nationale les missions résultant du rôle d'autorité compétente.

Les autres articles ne comportent pas d'observation de la part du Conseil d'Etat.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 31 janvier 2012.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Pour le Président,
La Vice-Présidente,
Viviane ECKER

*

AVIS DE LA CHAMBRE DES METIERS

(5.1.2012)

Par sa lettre du 14 décembre 2011, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a bien voulu demander l'avis de la Chambre des Métiers au sujet du projet de règlement grand-ducal repris sous rubrique.

De prime abord, la Chambre des Métiers constate que, tandis que la lettre d'accompagnement fait référence à un projet de règlement grand-ducal, le document proprement dit est intitulé „Avant-projet de règlement grand-ducal ...“. Pour ne pas ajouter à la confusion, elle se référera par la suite au projet de règlement grand-ducal.

Le projet de règlement grand-ducal transpose en droit national la directive 2008/114/CE du Conseil du 8 décembre 2008 concernant le recensement et la désignation des infrastructures critiques européennes ainsi que l'évaluation de la nécessité d'améliorer leur protection.

Les objectifs de cette directive sont, d'une part, l'instauration d'une procédure harmonisée de recensement et de désignation des infrastructures critiques européennes, définies comme infrastructures, certes situées dans un Etat membre, mais dont l'arrêt ou la destruction aurait un impact considérable sur deux Etats membres et, d'autre part, la définition d'une approche pour évaluer la nécessité d'améliorer la protection de ces infrastructures.

Comme ces infrastructures peuvent subir des dommages, faire l'objet d'interruptions ou encore être détruites par des actes terroristes ou par des catastrophes naturelles, par négligence, accident ou piratage informatique, il est essentiel de protéger ces infrastructures critiques, qui sont surtout les centrales et les réseaux électriques, les oléoducs, les aéroports et les gares ferroviaires.

Puisque ces infrastructures sont extrêmement interdépendantes, le niveau de sécurité de chaque Etat dépend de la sécurité assurée par les autres Etats.

La directive de 2008 se concentre sur les secteurs de l'énergie et du transport et laisse le soin d'y inclure d'autres infrastructures critiques, tels les réseaux de communication après un réexamen de la directive à opérer à partir de 2012.

Une étude réalisée par le Haut-Commissariat à la Protection nationale a conclu qu'aucune infrastructure critique européenne (ICE) dans les secteurs de l'énergie et des transports n'est située sur le territoire luxembourgeois. Ainsi, la transposition de la directive n'aura, dans une première étape qu'un impact direct mineur pour notre pays, jusqu'à ce qu'elle soit étendue à d'autres secteurs.

Concrètement, le règlement grand-ducal désigne le Haut-Commissariat à la Protection nationale comme l'autorité compétente nationale qui coordonne les questions liées à la protection des ICE, recense et désigne les ICE, vérifie les plans de sécurité élaborés par les propriétaires ou les opérateurs et contrôle que chaque ICE est dotée d'un correspondant à la sécurité.

Comme le règlement grand-ducal crée la base pour protéger les infrastructures critiques et augmenter la sécurité des citoyens dans des domaines fondamentaux que sont l'approvisionnement en énergie et la mobilité, la Chambre des Métiers approuve celui-ci sans aucune réserve.

Luxembourg, le 5 janvier 2012

Pour la Chambre des Métiers,

Le Directeur Général,
Paul ENSCH

Le Président,
Roland KUHN

*

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(10.1.2012)

Le projet de règlement grand-ducal sous avis a pour objet de transposer dans la réglementation nationale la directive 2008/114/CE du Conseil du 8 décembre 2008 concernant le recensement et la désignation des infrastructures critiques européennes ainsi que l'évaluation de la nécessité d'améliorer leur protection (ci-après dénommée „Directive 2008/114/CE“).

La Directive 2008/114/CE établit une procédure harmonisée de recensement et de désignation des infrastructures critiques européennes (ICE) dans les secteurs de l'énergie et des transports. Il s'agit d'infrastructures situées dans un Etat membre et dont l'arrêt ou la destruction aurait un impact important sur au moins deux Etats membres selon des critères intersectoriels et sectoriels définis par ladite directive et transposés dans le projet de règlement grand-ducal sous avis. L'objectif du recensement est d'assurer la protection des ICE contre le terrorisme et les catastrophes naturelles et éviter tout impact négatif sur la sécurité des citoyens et de l'économie européenne.

La Directive 2008/114/CE prévoit la désignation par chaque Etat membre d'une autorité compétente pour le recensement des ICE, laquelle agit en tant que point de contact entre l'Etat membre, les autres Etats membres concernés, la Commission européenne et le propriétaire ou l'opérateur de l'ICE. Le projet de règlement grand-ducal sous avis désigne le Haut-Commissariat à la Protection nationale (HCPN), placé sous l'égide du Ministre d'Etat, pour remplir ces fonctions. La Directive 2008/114/CE envisage également l'instauration de plans de sécurité d'opérateurs (PSO) répertoriant des mesures de protection pour chaque ICE identifiée, ainsi que la désignation de correspondants pour la sécurité au sein de chaque ICE qui seront les points de contact entre l'ICE et le HCPN.

La Chambre de Commerce salue la bonne transposition faite par les auteurs du présent projet de règlement grand-ducal de la Directive 2008/114/CE qui respecte le principe de „toute la directive, rien que la directive“ cher à la Chambre de Commerce.

La Chambre de Commerce se doit néanmoins de relever quelques imperfections comme suit:

Bien que l'article 4 paragraphe (1) sous le point i) du projet de règlement grand-ducal aborde l'obligation de protéger la confidentialité des informations relatives à la désignation des ICE, l'article 9 de la Directive 2008/114/CE y relatif n'a pas été transposé. La Chambre de Commerce s'interroge sur la pertinence de cette absence de transposition, eu égard à la législation nationale en vigueur en matière de protection des données et suggère la transposition du libellé de l'article 9 de la Directive 2008/114/CE.

La Chambre de Commerce relève également que le paragraphe 3 de l'article 6 de la Directive 2008/114/CE n'a pas fait non plus l'objet d'une transposition dans le présent projet de règlement grand-ducal. Or, cet article prévoit le cas de non-désignation d'un correspondant pour la sécurité par un propriétaire/opérateur d'une ICE et mérite d'être transposé.

Enfin, la Chambre de Commerce note que l'article 5 paragraphe 2 du projet de règlement grand-ducal sous avis indique uniquement „un autre délai“ sans préciser la nécessité de l'existence de circonstances exceptionnelles telles que requis par l'alinéa 2 du paragraphe 3 de l'article 5 de la Directive 2008/114/CE.

La Chambre de Commerce déplore le non-respect du délai de transposition de la Directive 2008/114/CE fixé au plus tard le 12 janvier 2011. La Commission européenne a d'ailleurs transmis dans un

premier temps au Luxembourg une lettre de mise en demeure le 17 mars 2011, puis un avis motivé le 24 novembre 2011 pour remédier à cette absence de transposition.

La Chambre de Commerce s'interroge sur la marge de manoeuvre et le recul d'appréciation que cette transposition tardive donnera au Grand-Duché de Luxembourg pour intervenir lors du réexamen de la Directive 2008/114/CE prévu à partir du 12 janvier 2012 pour décider de mesures de protection supplémentaires et d'une extension de son application au secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Les auteurs du projet de règlement grand-ducal sous avis précisent dans l'exposé des motifs que le HCPN a, suite à une étude, conclu que le Grand-Duché de Luxembourg ne disposait pas d'ICE sur son territoire et que, par conséquent, la Directive 2008/114/CE n'aurait qu'un impact insignifiant. Néanmoins, la Chambre de Commerce souhaite mettre en exergue le fait que le Luxembourg, bien que n'ayant pas d'ICE sur son territoire, est concerné par des ICE à proximité de ses frontières qui en cas d'arrêt ou de destruction auraient un impact important voir néfaste pour le pays. Or, la Directive 2008/114/CE dispose que les Etats membres concernés par des ICE situés hors de leur territoire soient consultés pour les classer comme tel et être tenus informés des données sensibles portant sur ces ICE.

La Chambre de Commerce regrette également sa saisine tardive lui laissant ainsi peu de temps pour aviser le présent projet de règlement grand-ducal dont le dépôt auprès de la Chambre des Députés a été effectué en date du 3 mai 2011.

La Chambre de Commerce n'a pas d'autres remarques particulières à formuler, et s'en tient à l'exposé des motifs qui explique clairement le cadre et les objectifs de la présente transposition.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de règlement grand-ducal sous avis.